

REFUS

Envoi par recommandé

(Date) (x).....

OBJET : Demande d'information relative à l'environnement.

Refus total ou partiel d'accès à l'information.

Suite à votre lettre du (x) ..... concernant une demande d'information relative à (x).....

Je vous informe que les données relatives à (x)..... ne pourront vous être communiquées pour les motifs suivants : (xx).....

O - la demande porte sur des communications internes;

O - la demande est manifestement abusive;

O - la demande est formulée d'une manière trop générale;

O - l'information est susceptible de porter atteinte :

+ au secret des délibérations du Gouvernement, du Collège des Bourgmestre et Echevins, de la Députation permanente;

+ au secret des négociations interrégionales, nationales, internationales de la Région;

+ au secret des procédures engagées devant les juridictions;

+ au secret commercial et industriel;

+ au secret de la vie privée, et notamment au respect des dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des données nominatives des archives et des fichiers administratifs.

Motivation (x) .....

(signature) (x).....

(x) à compléter.

(xx) cocher le (les) motif(s)

## MODALITES DE RECOURS

Livre premier du Code de l'Environnement (extraits )

Art. R. 15. § 1<sup>er</sup>. L'autorité publique fournit les données au demandeur dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois à compter de la réception de la demande.§ 2. L'autorité publique peut prolonger le délai fixé au paragraphe 1<sup>er</sup> en cas d'impossibilité matérielle de fournir l'accès dans le délai prescrit. Cette impossibilité est dûment motivée et notifiée, par écrit, au demandeur. L'autorité publique mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, conformément à l'article 17.Art. R. 17. § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale estimant que le délai fixé par l'autorité publique en vertu de l'article 15, paragraphe 2, est trop long ou estimant que sa demande d'information a été abusivement rejetée ou négligée ou qu'elle n'a pas reçu une réponse satisfaisante de la part de l'autorité publique, peut introduire un recours à l'encontre de la décision, conformément aux règles définies par le Gouvernement.

§ 2. L'absence de transmission de l'information au terme du délai fixé par l'autorité publique en application de l'article 15 ouvre la possibilité pour le demandeur d'introduire un recours conformément aux règles définies par le Gouvernement.

Art.R. 18. Il est créé une commission de recours pour statuer sur les recours prévus par l'article 17 de la partie décrétable. Le siège de la commission de recours est fixé dans les locaux de la D.G.R.N.E.

Art. R. 23. Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la commission par lettre recommandée à la poste. Il doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article 15 de la partie décrétable.

Art. R. 24. La requête énonce :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3° l'objet de cette demande d'information;

4° les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.